Unanimité des jurys criminels aux États-Unis : une consécration constitutionnelle aux ramifications multiples

Note sous Cour Suprême des États-Unis, *Ramos v. Louisiana*, 590 U.S. __
(2020)

Johann Morri

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/revdh/10022>

DOI: 10.4000/revdh.10022

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Johann Morri, « Unanimité des jurys criminels aux États-Unis : une consécration constitutionnelle aux ramifications multiples », *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 21 June 2020, connection on 08 November 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10022> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10022>

This text was automatically generated on 8 November 2020.

Tous droits réservés

Unanimité des jurys criminels aux États-Unis : une consécration constitutionnelle aux ramifications multiples

Note sous Cour Suprême des États-Unis, *Ramos v. Louisiana*, 590 U.S. __ (2020)

Johann Morri

- 1 Dans 48 États fédérés et dans le système fédéral, l'unanimité des jurés est requise pour la reconnaissance de la culpabilité d'un accusé. Seuls deux États, la Louisiane et l'Oregon, ne requièrent qu'une majorité de 10 jurés sur 12 pour une condamnation pénale. Dans un arrêt rendu en 1972, la Cour suprême avait jugé que le principe d'unanimité des jurys en matière criminelle n'est pas une garantie constitutionnelle, tout du moins dans les juridictions des États fédérés. Saisie à nouveau de cette question, la Cour Suprême opère un revirement de jurisprudence (I). Cette solution renforce le principe de « l'incorporation » du *Bill of Rights*, c'est-à-dire son applicabilité aux États fédérés (II). Mais elle a aussi retenu l'attention pour une autre raison : la vigueur des débats au sein de la Cour sur le *stare decisis*, le principe de stabilité jurisprudentielle (III).

I/- Un revirement : la consécration constitutionnelle de l'unanimité des jurys criminels

- 2 Le VI^{ème} amendement de la Constitution des États-Unis prévoit que « Dans toutes poursuites criminelles, l'accusé aura le droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial de l'État et du district où le crime aura été commis (...) »¹. Le droit au jury en matière criminelle est aussi un des rares droits substantiels mentionnés dans la Constitution elle-même, à l'article III, section 2 : « Le jugement de tous les crimes, sauf en matière d'*impeachment*, relèvera d'un jury ». Mais ces dispositions, en dépit de

leur clarté, ont soulevé un certain nombre de questions juridiques, en particulier celle de leur applicabilité aux juridictions des États fédérés et celle du contenu exact du « droit à un jury ».

- 3 La première question a été définitivement tranchée en 1968. La Cour suprême a jugé que le droit à un jury en matière criminelle s'appliquait aussi bien devant les juridictions fédérales que devant les juridictions des États². Elle a aussi précisé que, malgré la lettre du texte constitutionnel, ce droit ne s'appliquait qu'à des infractions « sérieuses », c'est-à-dire lorsque la peine maximale excédait un an de prison³.
- 4 Demeurait cependant la question du contenu du droit à un jury. Concrètement, il s'agissait de déterminer si certaines modalités de fonctionnement du jury faisaient également l'objet de garanties constitutionnelles. Si le VI^{ème} amendement exige bien l'impartialité du jury, il ne contient aucune mention explicite sur le nombre de jurés ou le processus délibératif. Dans la tradition de la *common law* anglaise, telle qu'elle s'appliquait aux États-Unis à l'époque de l'adoption de la Constitution, le jury criminel comportait 12 jurés qui devaient se prononcer à l'unanimité. S'agissant des juridictions fédérales, la Cour suprême avait affirmé de longue date que la garantie du jury devait s'entendre comme faisant référence à l'état de la *common law* lors de l'adoption de la Constitution, en incluant « les éléments essentiels » reconnus par la *common law*, à savoir un jury de 12 personnes, un procès sous la direction d'un juge instruisant le jury sur le droit à appliquer, et un verdict rendu à l'unanimité.⁴
- 5 Les cartes avaient été cependant brouillées par deux arrêts rendus en 1972, *Apodaca v. Oregon* et *Johnson v. Louisiana*. Dans ces affaires, une cour très divisée⁵ avait affirmé que l'exigence d'un jury criminel unanime se limitait aux juridictions fédérales et ne s'appliquait donc pas devant les juridictions des États fédérés. Par la suite, cette solution n'a pas été remise en cause et la Cour suprême a mentionné l'arrêt *Apocada* à de nombreuses reprises dans ses arrêts. Pendant 48 ans, des condamnations pénales ont donc pu être prononcées sur la base de verdicts rendus à une majorité de 10 jurés sur 12 dans les États de la Louisiane et de l'Orégon.
- 6 Saisie à nouveau de cette question dans l'affaire *Ramos*, la Cour opère, à une majorité de 6 contre 3, un revirement de jurisprudence, et reconnaît que le VI^{ème} amendement requiert l'unanimité de tous les jurys criminels, y compris devant les juridictions des États.

II/- Un renforcement de la théorie de « l'incorporation » du *Bill of Rights*

- 7 Pour abandonner la jurisprudence *Ramos*, la Cour se fonde sur différentes raisons. La première tient au contexte historique et aux motivations à l'origine des réformes ayant mis fin à l'unanimité. Dans son opinion majoritaire, le juge Gorsuch expose comment la règle de l'unanimité a été vraisemblablement abandonnée à des fins de discrimination raciale. L'abandon de l'unanimité permettait en effet de neutraliser la présence de jurés issus de minorités ethniques. Pressés par l'État fédéral de mettre fin à l'exclusion illégale des jurés « non-Blancs », les États auraient adopté un dispositif permettant de minimiser leur influence sur la décision rendue. Dans le cas de la Louisiane, par exemple, la convention constitutionnelle de 1898 qui avait adopté la réforme avait été convoquée, selon un des secrétaires de la convention, dans le but « d'établir la

supériorité de la race blanche » (sic). La fin de l'unanimité des jurys faisait ainsi partie d'un ensemble de mesures à finalité discriminatoire adoptées par la même convention (les autres mesures portant sur la limitation de l'accès au vote). De surcroît, la réforme en Louisiane intervenait juste après le déclenchement d'une enquête fédérale sur l'exclusion des Africains-Américains dans les jurys de cet État⁶. Dans son opinion dissidente, le juge Alito argue toutefois que cette réforme ne peut être uniquement appréciée à travers ce péché originel. Il relève, d'une part, que ces réformes ont été confirmées par la suite, dans un contexte *a priori* plus neutre. D'autre part, il note que d'autres pays appartenant à la tradition de la *common law* ont également abandonné l'unanimité, notamment l'Angleterre. L'abandon de l'unanimité a aussi été défendu pour des raisons d'efficacité, dans la mesure où le principe d'unanimité peut aboutir à des dysfonctionnements lorsqu'un juré agit de façon déraisonnable⁷.

- 8 La deuxième raison retenue par la Cour concerne les conditions du prononcé de l'arrêt *Apocada*. Dans cette affaire, la Cour s'était divisée en deux blocs opposés. Quatre juges s'étaient prononcés pour la constitutionnalité du principe d'unanimité. Quant aux cinq autres juges, ils défendaient une solution opposée, mais sans s'accorder sur un raisonnement. Quatre d'entre eux avaient estimé que le VI^{ème} amendement ne garantissait pas l'unanimité des jurys criminels tandis que le juge Powell - le cinquième juge qui a fait pencher la balance - avait pour sa part estimé que le VI^{ème} amendement impliquait bien l'unanimité, mais que cette garantie ne s'appliquait pas lorsque l'amendement s'appliquait aux États fédérés.
- 9 Le problème du raisonnement du juge Powell, c'est qu'il qu'appliquait une théorie qui, même en 1972, était déjà considérée comme obsolète, celle de « l'incorporation dualiste » (ou différenciée) du *Bill of Rights*.
- 10 Sur ce point, un petit rappel est nécessaire. À l'origine, le *Bill of Rights*, c'est-à-dire la déclaration des droits contenue dans les dix premiers amendements de la constitution, ne s'appliquait qu'à l'État fédéral. En effet, même si la Constitution est muette sur ce point, la Cour suprême a jugé que cette applicabilité limitée ressortait clairement de l'intention des constituants, qui souhaitaient uniquement limiter les pouvoirs de l'État fédéral⁸. Cette situation a évolué après la guerre de Sécession et l'adoption du XIV^{ème} amendement. Le XIV^{ème} amendement n'a pas expressément déclaré l'applicabilité du *Bill of Rights* aux États, mais a soumis ces États au respect du « *due process of law* ».
- 11 C'est sur la base de ce principe que la Cour suprême a développé, au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle, la théorie de « l'incorporation »⁹. Selon cette interprétation, la garantie constitutionnelle générale de « *due process of law* » incorpore certains des droits contenus dans le *Bill of Rights* et les rend opposables aux États fédérés. La portée de l'incorporation a cependant fait longtemps débat au sein de la Cour. Certains juges, comme Black et Douglas, défendaient une incorporation complète de tous les droits du *Bill of Rights*. D'autres préconisaient à l'inverse une incorporation sélective, ne s'appliquant qu'à certains des droits du *Bill of Rights*, considérés comme plus fondamentaux. D'autres, enfin, préconisaient une voie médiane consistant à appliquer une interprétation différente du contenu de ces droits selon qu'ils s'appliquaient à l'État fédéral ou aux États fédérés. Mais cette dernière théorie, celle de « l'incorporation dualiste », avait déjà été écartée dans les années 1960 et a continué de l'être par la suite. La Cour a opté pour la voie d'une incorporation sélective, mais sans interprétation différenciée : pour le dire simplement, tous les droits ne sont pas applicables aux États, mais ceux qui le sont ont un contenu identique.

- 12 Dès lors, l'arrêt *Apocada* de 1972 n'était pas en cohérence avec l'état du droit. Toutefois, cette incohérence n'épuisait pas le débat. En effet, même lorsqu'une solution apparaît erronée, le principe de stabilité jurisprudentielle, ou *stare decisis*, peut faire obstacle à son abandon.

III/- Une (re)lecture du principe de *stare decisis*

- 13 Un revirement de jurisprudence par une cour suprême n'est jamais anodin, mais il l'est encore moins dans un système juridique de *common law*, qui attache une force particulière aux précédents. Cette force n'est toutefois pas absolue. Techniquement, la Cour suprême n'est pas liée par ses propres arrêts et il existe de très nombreux exemples, dans l'histoire du droit constitutionnel américain, de revirements de jurisprudence¹⁰. Cependant, ces revirements sont censés constituer l'exception. Le principe reste celui de la stabilité jurisprudentielle, désignée par l'expression latine *stare decisis* (abréviation de la formule « *stare decisis et quia non movere* »). Pour décider si un revirement de jurisprudence se justifie, la Cour a tenté de développer, notamment lors des dernières années, une série de principes et de facteurs à prendre en compte et avoir ainsi un cadre d'analyse pour apprécier si l'intérêt de renoncer à une solution erronée l'emporte sur l'impératif de stabilité¹¹.
- 14 Le premier principe posé par la Cour est l'application différente du principe en matière législative et en matière constitutionnelle. Partant du fait qu'il est plus facile au législateur d'intervenir pour corriger une solution jurisprudentielle qui lui semblerait erronée, la Cour considère que le principe de stabilité doit être appliqué de manière plus stricte en matière d'interprétation et d'application des lois qu'en matière constitutionnelle. Par contraste, la Cour reconnaît qu'il est en pratique très difficile de modifier la Constitution et que, dès lors, la Cour doit avoir moins d'hésitation à rectifier une solution sur un point de droit constitutionnel¹². Une telle analyse aboutit au résultat paradoxal selon lequel la stabilité *est a priori* moindre sur les questions les plus importantes. Une fois cette distinction opérée, la Cour prend en compte quatre facteurs principaux : la qualité du raisonnement de la décision initiale, la cohérence de celle-ci avec les décisions rendues dans le même domaine, l'évolution du droit depuis la décision, et la somme des intérêts nés de la confiance dans la décision de justice (élément désigné par le terme « *reliance* », qui signifie le fait de se reposer sur quelque chose ou de faire confiance à quelqu'un)¹³.
- 15 En l'espèce, le juge Gorsuch relève, dans l'opinion rédigée pour la majorité, que la Cour s'était divisée sur le raisonnement à tenir, ce qui affaiblissait le poids du précédent, que l'opinion n'était pas en cohérence avec les autres arrêts de la Cour sur l'incorporation et que, même si cette solution avait été appliquée constamment depuis 1972, le revirement n'entraînerait pas nécessairement le réexamen de tous les verdicts prononcés à une majorité simple. Cette lecture est vivement critiquée par l'opinion dissidente du juge Alito, rejoint par le chief justice Roberts et la juge libérale Elena Kagan. Cet attelage un peu inhabituel de juges conservateurs et libéraux peut s'expliquer par le fait que le principe de *stare decisis* a été invoqué à plusieurs reprises au sein de la Cour pour maintenir sa jurisprudence sur le droit à l'avortement. Certains commentateurs ont donc fait valoir que c'est moins l'affaire elle-même sur l'unanimité des jurys criminels qui a divisé la Cour que les arrière-pensées des différents juges sur

les conséquences, pour d'autres affaires, d'une application souple du principe de *stare decisis*¹⁴.

- 16 En conséquence, même si elle portait sur une question assez circonscrite, et en pratique limitée à deux États, la décision *Ramos* présente deux intérêts. D'une part, elle renforce le principe d'incorporation du *Bill of Rights*, dont peu de droits restent non applicables aux États fédérés. D'autre part, elle illustre les débats récurrents sur le contenu et l'application du principe de *stare decisis*. Or, dans une Cour dont le centre de gravité idéologique se déplace, l'attachement au principe de *stare decisis* et la façon dont ce principe est appliqué constituent des enjeux importants. Si ce principe est appliqué strictement, il peut constituer une limitation aux velléités de changement de la majorité de la Cour. Si, au contraire, il s'affaiblit, la voie est ouverte pour des revirements plus fréquents, au gré des évolutions de la composition de la Cour.

*

Cour Suprême des États-Unis, *Ramos v. Louisiana*, 590 U.S. __ (2020)

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Sixième_amendement_de_la_Constitution_des_États-Unis
2. *Duncan v. Louisiana*, 391 U.S. 145 (1968)
3. Id.
4. *Patton v. United States*, 281 U.S. 276, 288 (1930)
5. V. infra, partie II.
6. Dans le cas de l'Oregon, l'abandon de l'unanimité est intervenu dans les années 1930, alors que cet État avait connu, dans la décennie précédente, une forte poussée du Klu Klux Klan.
7. Voir notamment cité par le juge Alito : Akhil Amar, *Reinventing juries : Ten suggested reforms*, 28 UC Davis Law Review 1169 (1994), disponible à l'adresse : https://digitalcommons.law.yale.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1962&context=fss_papers
8. *Barron v. Mayor and City Council of Baltimore* 32 U.S. 243, 258
9. Voir, généralement, Erwin Chemerinsky, *Constitutional law : Principles and policies*, 3ème édition, p. 499-507.
10. Voir la liste des « grands revirements » dressée par le juge Kavanaugh dans son opinion concurrente sur l'affaire *Ramos* (opinion concurrente, p. 3)
11. Voir notamment, sur le principe de *stare decisis*, *Kimble v. Marvel Entertainment LLC*, 576 U.S. ___ (2015) et *Franchise tax board of California v. Hyatt*, 587 U.S. ___ (2019)
12. Id.

13. Id.

14. Voir sur ce point le commentaire de Linda Greenhouse dans le New York Times, qui estime que ce revirement révèle une « cour en crise », <https://www.nytimes.com/2020/04/23/opinion/supreme-court-precedent.html>

ABSTRACTS

Rompant avec une jurisprudence adoptée en 1972, la Cour Suprême reconnaît le caractère constitutionnel du principe d'unanimité des jurys criminels. Cette décision renforce le principe de l'incorporation du *Bill of Rights*, c'est-à-dire de son applicabilité partielle aux États. Elle illustre aussi les débats au sein de la Cour sur l'application du principe de *stare decisis*, l'impératif de stabilité jurisprudentielle qui limite, aux moins en théorie, la possibilité d'opérer des revirements de jurisprudence.

AUTHOR

JOHANN MORRI

Lecturer à l'UC Davis – King Hall School of Law (Université de Californie) – Diplômé du DEA « Droits de l'homme et libertés publiques » (Université Paris X-Nanterre) et du LLM de l'Université de Californie (Davis)